

CCC topo historique sur les Cellules Historischer Abriss zu den Cellules Communistes Combatantes aus Belgien

Secours Rouge International, rhi-sri.org, 2006

1983

Amorce d'un processus de réflexion politique et d'accumulation de forces en vue de l'ouverture d'une pratique révolutionnaire communiste en Belgique. Les militant(e)s prisonnier(e)s des Cellules allaient plus tard revenir sur la situation politique qui vit la genèse de leur organisation en la résumant ainsi:

« Le prolétariat belge allait souffrir plus brutalement de l'impact de la crise de 1980-82 [que de la crise de 1973-75 NDE] car cette fois il n'est plus seulement atteint dans le domaine de l'emploi mais aussi par une baisse des revenus, un renforcement de l'exploitation, la perte d'acquis sociaux, etc. De 1981 à 1985, la diminution moyenne du pouvoir d'achat par emploi est de l'ordre de 2,2% l'an, soit en fait 8,7% de perte cumulée. La perte cumulée de revenu disponible par ménage est évaluée à 4,8%. Par contre, le niveau du taux de profit des entreprises (qui avait quelque peu stagné entre 1974 et 1981) augmente de 4,3% l'an durant la même période, soit 17,2% de gains cumulés. Ce résultat est le fruit des politiques anti-ouvrières des gouvernements Martens/Gol (coalition social-chrétienne/libérale), les licenciements massifs et la baisse du salaire réel permettant des gains de productivité considérables. C'est ainsi que, si l'on fixe à 100 le coût salarial par unité produite aux U.S.A. en 1970, on obtient pour la Belgique un indice de 248,9 en 1980 et de 142,9 en 1985, soit un gain de productivité de 74% en cinq ans! Dans le même temps, la moyenne des mêmes indices auprès des principaux pays concurrents (U.S.A., Canada, Japon, Pays-Bas, R.F.A., France, Italie et Royaume-Uni) passe de 223,1 à 171,1 - soit une modification de 30% "seulement". A cela il faut ajouter la suppression de 170.000 emplois entre 1974 et 1985, qui participe à la nouvelle flambée du chômage (...).

Cette situation va engendrer un nouveau cycle de lutte qui culminera avec la grande grève du secteur public lancée en 1983 par les cheminots. Ce cycle comportera bien sûr des luttes où les intérêts de fractions du prolétariat seront mis en avant (par exemple, l'opposition au plan de restructuration de Cockerill-Sambre, dont la manifestation des sidérurgistes à Bruxelles en 1982 fut un moment très combatif) mais aussi des luttes à caractère de plus en plus politique dans l'intérêt de l'ensemble du prolétariat (par exemple, les mobilisations pour la défense de l'index et pour le maintien du secteur public) et même visant directement le gouvernement en place (comme la grande grève de septembre 1983 qui fit effectivement vaciller le gouvernement Martens 5). Par ailleurs ces luttes ne pouvaient éviter la radicalisation: de chaque côté on lutte le dos au mur. Les capitalistes belges sont harcelés par la concurrence internationale qui de 1974 à 1983 ne cesse de leur rafler des parts du marché et ils n'ont d'autre solution qu'une surexploitation de leurs salariés... ce qui impose en priorité d'en briser la capacité de résistance. Les licenciements de délégués syndicaux prennent alors une nouvelle ampleur et les luttes qui s'ensuivent, naturellement extrêmement combattives, débouchent parfois sur le lock-out si pas sur la fermeture pure et simple des usines où les ouvriers se montrent trop rétifs aux diktats patronaux. La grève à Cuivre et Zinc en 1983 reste le type même de conflits de cette catégorie.

Une double tendance s'affirmait alors. D'une part les conflits deviennent moins fréquents (de 1978 à 1984 le nombre de journées de travail perdues pour fait de grève chute de 75%), ce qui est logique dans la mesure où ils exigent de plus en plus de sacrifices pour des résultats toujours plus aléatoires. D'autre part ces mêmes conflits deviennent plus profonds, plus radicaux, plus politiques. A partir de là - et ceci est très important - la politique et l'idéologie réformistes devaient inévitablement entrer en crise: non seulement le réformisme et le trade-unionisme se révèlent incapables d'apporter des réponses aux besoins des masses en ces jours d'épreuves, mais de surcroît il s'avère que la configuration organisationnelle de classe établie par les réformistes au temps de leur splendeur de la décennie 1960-70 laisse en fait le monde du Travail désarmé face à une agression ouverte de la bourgeoisie. La chute du niveau de vie des masses, la réactivation de la crise générale du mode de production capitaliste (dont la caducité apparaît plus crûment), le bilan négatif des politiques réformistes et des formes de luttes traditionnelles, pacifiques et légales, etc., sont alors autant d'éléments qui créent des conditions objectives favorables pour l'impulsion d'une initiative de lutte révolutionnaire. Des conditions par ailleurs renforcées par une importante mobilisation populaire contre la guerre à la même époque.

Jusqu'à la fin des années 70 la tendance à la guerre se manifeste de manière peu perceptible pour les masses. Ainsi, par exemple, la hausse des dépenses militaires est perçue bien plus comme un gaspillage honteux (parmi tant d'autres) que comme l'expression d'une réelle menace pour la paix en Europe. Et

beaucoup ont d'autres soucis que l'augmentation des interventions militaires impérialistes dans les pays dominés, le surarmement des U.S.A., la multiplication des conflits régionaux qui traduisent l'affrontement entre les deux grandes puissances, etc. En 1979, le projet d'installation de 48 missiles atomiques US de type Cruise en Belgique (dans le cadre d'un plan plus vaste concernant aussi les Pays-Bas, la R.F.A., le Royaume-Uni et l'Italie) va brusquement dévoiler la réalité et la gravité de la menace de guerre et entraîner une opposition importante. De gigantesques mobilisations populaires (200.000 manifestants à Bruxelles en 1981, le double en 1983! soit un belge sur 25 dans la rue et la manifestation de masse la plus énorme depuis la libération de Bruxelles en 1944) expriment un large et net refus des missiles US: 79% de la population se déclare hostile à l'implantation. Ce qui n'empêche nullement que les Cruise soient déployés en 1985 à la base de Florennes... et ce qui ajoute encore au discrédit des réformistes qui tiennent les rênes du mouvement anti-guerre et ont toujours prétendu que l'expression d'un refus populaire, alliée aux vertus d'un débat parlementaire, suffirait à empêcher cette installation.

Pour résumer, on peut dire qu'à l'époque de la gestation (dès 1983) et de l'apparition publique (1984) des Cellules Communistes Combattantes, une ligne de fracture bien nette se dessinait entre les masses et le régime, et cela dans des domaines aussi essentiels que l'emploi, les salaires, les droits sociaux et la paix. Cette fracture était d'autant plus propice à l'initiative révolutionnaire que les réformistes se trouvaient incapables de la réduire: les méthodes de lutte et les formes corporatistes d'organisation héritées des années de croissance économique et de collaboration de classe institutionnalisée avaient montré leur inaptitude à répondre aux besoins des masses. Seuls les communistes révolutionnaires étaient en mesure de proposer une alternative globale et sérieuse au capitalisme en crise, au capitalisme-fauteur-de-guerre. Et à ce tableau général de la situation belge (dont certains traits étaient communs à d'autres pays européens), il faudrait encore ajouter nombres de contradictions secondaires (parce qu'à caractère réformiste) qui n'en contribuaient pas moins à rendre le terrain fertile au travail révolutionnaire, pour peu que l'on développât une politique correcte.»[1]

12 mai 1984

Attaque de la caserne «Ratz» du 3ème Chasseurs ardennais, à Vielsalm, pendant la nuit, par des révolutionnaires internationalistes. Un soldat est ligoté et un officier de garde, qui avait surpris l'opération en cours, est blessé d'une rafale d'arme automatique. De nombreuses armes (fusils FAL, FALO, pistolets-mitrailleurs «Vigneron») sont saisies, elles équiperont les Cellules Communistes Combattantes mais aussi Action Directe.

2 juin 1984

Attaque du dépôt d'explosif de la carrière de Scoufflény à Ecaussinnes (Hainaut) par des révolutionnaires internationalistes. 816 kilos d'explosifs (Tolamite, Irémite, Triamite et dynamite) sont saisis, ces explosifs seront employés par les Cellules Communistes Combattantes mais aussi par Action Directe et la Fraction Armée Rouge (RAF), notamment lors de l'action contre l'école des officiers de l'OTAN (SHAPE School), le 18 décembre 1984, à Oberammergau (RFA).

2 octobre 1984

Les Cellules Communistes Combattantes attaquent à l'explosif LITTON International - LITTON Business Belgium, à Evere (Bruxelles). C'est la première action de la «Campagne anti-impérialiste d'octobre». LITTON Industrial était alors la 18ème multinationale de l'électronique (en 1982 et au niveau mondial) et l'un des principaux pourvoyeurs d'arme de l'OTAN. A travers sa filiale canadienne, LITTON Industrial est le concepteur, le fabricant et le producteur du système de guidage des missiles Cruise qui devaient être installé sur la base de Florennes. Le 14 octobre 1982, le groupe révolutionnaire Direct Action avait déjà attaqué avec un camion piégé de 200 kg d'explosifs LITTON System Canada LTD là même où sont fabriqué le système de guidage des Cruise, causant ainsi des dégâts très importants. Le 23 juin 1984, à Düsseldorf, LITTON Business system avait été attaqué par des révolutionnaires au moyen d'une bombe incendiaire. Quelques temps plus tard, le siège italien de LITTON allait aussi faire l'objet d'une action du même type.

3 octobre 1984

Les Cellules attaquent à l'aide de carburant et de bombes incendiaires les camions stockés sur le dépôt de la société MAN Truck and Bus à Dilbeek (Bruxelles). C'est la deuxième action de la «Campagne anti-impérialiste d'octobre». MAN était alors le 7ème constructeur militaire en RFA (qui avait par exemple fournit l'armée belge en camion de 4 tonnes), et le constructeur des semi-remorques de type P1-A-EL qui

transportent et lancent les missiles atomiques US de type Pershing II que l'OTAN venait de déployer en RFA. Le 19 septembre 1983, les Cellules Révolutionnaires (RZ) avaient fait sauter pour cette même raison le centre informatique de l'usine MAN de Mayence, en RFA, où étaient précisément fabriqués les châssis des véhicules lanceurs de Pershing.

8 octobre 1984

Les Cellules attaquent à l'explosif le QG de HONEYWELL Europe à Evere (Bruxelles). HONEYWELL, trust bien connu de l'électronique et de l'informatique, collaborait alors activement au programme de construction des missiles Cruise en fournissant, entre autres, l'électronique du système de direction. HONEYWELL, c'était aussi le principal fournisseur dans la fabrication de missiles intercontinentaux de type MX Peacekeeper, le fabricant du système de navigation des bombardiers géants B-52 (que l'on équipait alors de la version air-sol des missiles Cruise), de radars, de torpilles, de bombes à fragmentation etc. Rappelons qu'HONEYWELL avait fabriqué l'ordinateur qui coordonnait les bombardements massifs de 1972 sur le Nord-Vietnam, et que la Fraction Armée Rouge (RAF) avait détruit lors de son attaque contre le QG de l'armée américaine en Europe à Heidelberg. Le 20 novembre 1983, HONEYWELL-BULL à Düsseldorf avait été attaqué par les Cellules Révolutionnaires (RZ). Le 14 décembre 1983, l'United Freedom Front (UFF) avait attaqué également à l'explosif les bureaux et installations d'HONEYWELL à New-York. L'action d'Evere constitue la troisième action de la «Campagne anti-impérialiste d'octobre».

15 octobre 1984

Les Cellules attaquent à l'explosif la Fondation Internationale Jean Rey-Centre Paul Hymans à Ixelles (Bruxelles). Il s'agit de l'institut de recherche politique et idéologique de l'Internationale Libérale (dont le Centre Paul Hymans est la section belge). Le Fondation Jean Rey a vu le jour à l'instigation de politiciens libéraux tels que Otto Graf Lambsdorff (ex-ministre ouest-allemand), Gaston Thorn (ex-premier ministre luxembourgeois et ex-président de la CEE), Willy De Clercq, Jean Gol, Raymond Pulinckx (ex-patron des patrons FEB), Herman De Croo... Le Parti Réformateur Libéral était à ce moment une des piliers de la coalition gouvernementale «Martens 5». C'est la quatrième action de la «Campagne anti-impérialiste d'octobre».

17 octobre 1984

Les Cellules attaquent à l'explosif, à Gand, le secrétariat du Parti social-chrétien flamand (CVP) de l'arrondissement de Gent-Eeklo - à savoir l'arrondissement électoral de Wilfried Martens, alors premier-ministre. C'est la cinquième action de la «Campagne anti-impérialiste d'octobre».

19 octobre 1984

Les différents services policiers (PJ, Gendarmerie, etc.) lancent une vaste opération connue sous le nom de «Opération Mammouth»: une centaine de perquisition tous azimuts frappent les milieux communistes, anarchistes, etc. Au cours de cette opération, le groupe de propagande révolutionnaire «Ligne Rouge» dans lequel militent Pascale Vandegeerde et Didier Chevolet est notamment visé.

Mais ces deux militants ne sont pas autrement inquiétés, tant il est vrai qu'ils ne sont pas encore militants des Cellules Communistes Combattantes (leur entrée dans l'organisation, qui impliquera une clandestinisation immédiate et totale, n'aura lieu qu'en octobre 1985).

5 novembre 1984

Un avis de recherche est lancé contre Pierre Carette, mais le camarade avait depuis longtemps anticipé cette menace en passant à la clandestinité plusieurs mois auparavant.

26 novembre 1984

Les Cellules attaquent à l'explosif un centre de télécommunication périphériques à la base aérienne de Bierset (près de Liège). Deux pylônes-antennes et leurs installations au sol sont détruits. La base de Bierset accueillait les escadrilles de chasseurs-bombardiers Mirage 5 mis sous le commandement direct de l'OTAN à travers la 2ème Force Aérienne Tactique Alliée, dont le QG de Ramstein (RFA) avait été attaqué à la voiture piégée par la Fraction Armée Rouge (RAF) en août 1981. C'est la sixième action de la «Campagne anti-impérialiste d'octobre».

11 décembre 1984

Les Cellules attaquent le réseau des oléoducs de l'OTAN (Central Europe Pipe Line System, CEPS). Six charges explosives détruisent des relais de sécurité de ce réseau, placés dans des trappes d'accès blindées de la 4ème division (belge) du CEPS à Clabecq-Gibecq, Glons (en deux endroits), Gastuche, Ensival et Brugelette. Ces actions sont donc portées simultanément en trois provinces, coupant en des points névralgiques ce réseau de pipe-lines souterrains et l'approvisionnement des forces armées de l'OTAN. Ces six actions s'intègrent dans la «Campagne anti-impérialiste d'octobre».

15 janvier 1985

Les Cellules attaquent à la voiture piégée un centre de l'OTAN à Sint-Stevens-Woluwee (Zaventem). Cette base abritait le NATO SHAPE Support Group, le US Benelux Contracting Directorate, le US Defensive Investigative Service et le NATO Support Activity. Cette action était dédiée aux prisonnier(e)s de la Fraction Armée Rouge (RAF) en grève de la faim collective depuis décembre 1984 contre les conditions de détention/extermiation en RFA. Deux policiers militaires américains sont légèrement blessés lors de cette action qui conclut la «Campagne anti-impérialiste d'octobre».

Janvier 1985

Action Directe et la Fraction Armée Rouge (RAF) rendent public le document fondateur du «Front de la guérilla ouest-européenne». On lit notamment dans ce document:

«Contre tous les débats idéologiques et les programmes abstraits "sur l'internationalisme", nous affirmons:

La stratégie de la guérilla est,

par sa détermination,

partie et fonction de la guerre de classe internationale,

par sa pratique,

unité politique des communistes en Europe de l'Ouest, construction de l'attaque contre la totalité du système impérialiste, la transformation matérielle de l'internationalisme que la situation actuelle nécessite. La stratégie révolutionnaire authentique en Europe de l'Ouest se déploiera dans l'attaque contre les projets centraux impérialistes: collectivité et cohérence des combattants, à partir de leur situation particulière; unité qui, dans la destruction des structures impérialistes, conquiert le terrain sur lequel se développe la conscience et le pouvoir prolétarien.»[2]

Ce texte est le résultat de discussions auxquels les Cellules Communistes Combattantes furent un temps associées. Les Cellules restèrent hostiles à ce concept de «front» et les militants prisonniers eurent plusieurs fois l'occasion d'exposer les raisons de cette divergence:

«Cette conception [frontiste NDE] qui constitue la ligne centrale de la RAF depuis 1982 n'est en fait qu'une forme d'opportunisme à double sens. D'un côté, par son mouvementisme, elle est la négation des plus élémentaires principes et catégories du matérialisme historique ainsi que de toute l'expérience du mouvement communiste international, de l'autre elle prétend ingénument résoudre la faiblesse objective par l'illusion de la force. Nous pensons que plutôt de se livrer à de narcissiques liaisons médiatiques, la tâche des militants révolutionnaires est de se lier au prolétariat de leur pays et d'en unifier les avant-garde sur une ligne de classe.

Car finalement, que suggèrent les "anti-impérialistes" (dans la plus grande ignorance des thèses léninistes sur l'impérialisme et la lutte prolétarienne)? Ils proposent indistinctement à tous les pôles à prétention et/ou pratique radicale ou révolutionnaire en Europe de l'Ouest de s'articuler dans une dynamique plus ou moins commune. Il ne s'agit donc pas pour eux de formaliser/renforcer/qualifier une unité objective basée sur des caractères politiques (communauté du but et des objectifs, des principes et des méthodes, etc.), mais plutôt de chercher à se conforter par un artifice d'unification recouvrant en fait l'éclectisme social et politique promu au nom du principe de "l'autodétermination" des pôles de lutte, (si pas au nom du principe du "poids grandissant de la subjectivité"!).

Nous sommes des communistes. Notre soucis n'est pas de résister à la bourgeoisie et à son système ni de faire de la lutte contre eux une démarche existentielle. Notre but est d'animer un processus historique menant une classe sociale, le prolétariat, à la conquête du pouvoir d'Etat et à l'édification du Socialisme. Il n'est pas inutile de rappeler cela, car si sur la base de concepts tels que "résistance", "libération", "anti-impérialisme", etc., toutes les cohabitations se prétendant "unité" sont en effet possibles, il en va tout à fait différemment dans le cadre du projet révolutionnaire communiste. Dans ce cadre, qui considère rigoureusement une classe sociale, un but historique, des principes et méthodes liant dialectiquement l'une et l'autre, une seule ligne et une seule stratégie justes s'imposent pour guider le prolétariat et ses avant-gardes. De la même manière que s'imposent une seule direction et une seule organisation: le Parti.»[3]

De ce moment date la fin des relations privilégiées entre Action Directe et les Cellules Communistes Combattantes (mais il s'agit de la conclusion d'un processus d'échanges politiques qui, tout le long de l'année 1984, avait mis en évidence les divergences entre les Cellules et AD), et la constitution formelle, dans le mouvement révolutionnaire européen, de deux grandes lignes: la ligne marxiste-léniniste (appelant à la formation de Partis de type léniniste et, sur cette base, d'une Internationale Communiste) et la ligne «anti-impérialiste» mise en avant par la Fraction Armée Rouge (RAF) et Action Directe. La critique la plus sévère de la ligne «anti-impérialiste» fut portée par la «Commune Karl Marx» des prisonniers du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) et des Groupes Révolutionnaires Antifascistes du Premier Octobre (GRAPO) dans un document datant de février 1986 et intitulé «Deux lignes». On peut lire dans ce document:

«Un des plus importants succès du mouvement de guérilla apparu au début des années 70 en Europe est celui d'avoir brisé la fausse paix bourgeoise-réformiste des institutions capitalistes européennes, et d'avoir ainsi attiré l'attention des masses sur la perspective révolutionnaire. Mais quelques groupes, trop obnubilés par les succès par les succès remportés par l'activité de guérilla, continuent leurs activités comme si rien n'avait changé depuis ce temps. Ils ne considèrent pas plus qu'aujourd'hui, on ne peut ajourner l'accomplissement de tâches révolutionnaires historiquement abandonnées, qu'il faut intégrer l'activité de guérilla dans l'important mouvement politique, militaire et organisationnel qui naît et s'étend partout. Il est vrai que, comme les événements l'ont démontré dans la période qui va du début des années 70 aux années 80, cette forme-là d'activité armée s'imposait, en grande partie, comme le moyen de faire de la politique révolutionnaire dans les pays impérialistes. Mais aujourd'hui, les conditions ont suffisamment mûri, et si nous poursuivons la lutte de la même manière, nous poursuivons, de façon injustifiée, une pratique unilatérale et même préjudiciable pour le mouvement révolutionnaire européen.

Pour sortir de cette impasse, il faut réunir les forces révolutionnaires sur la base du marxisme-léninisme, commencer à élaborer le programme prolétarien de la révolution socialiste et édifier un Parti léniniste solide et de haute cohésion idéologique. Il est certain qu'avec une vision politique et militaire plus large, basée sur une position de classe prolétarienne, et fonction des objectifs - des plus immédiats aux plus lointains - qu'impose au prolétariat la révolution socialiste, nous pourrions plus adroitement définir nos tâches politiques et militaires.»[4]

1er mai 1985

Les Cellules attaquent à la camionnette piégée le siège du patronat belge, la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB/VBO) à Bruxelles. Les vigiles, avertis de la nature de l'action en cours par un tract des Cellules diffusé sur place et les invitant à évacuer les lieux, appelèrent les pompiers sans les informer de la nature du danger: deux pompiers sont tués dans l'explosion. Les gendarmes, avertis préalablement au téléphone de manière détaillée par les Cellules ne se manifestèrent pas. Les autorités politiques et la presse escamotent alors la responsabilité de la gendarmerie et en profite pour se livrer à une campagne de propagande hystérique qui culminera au procès de quatre militants trois ans plus tard. A l'occasion de cette action, les Cellules Communistes Combattantes rendent public un document intitulé «A propos de la lutte armée» dans lequel elles exposent leurs vues politiques et stratégiques. On pouvait notamment, parmi les 35 points envisagés, lire les quelques points suivants:

«5. Actuellement, et dans ce pays comme dans d'autres, la bourgeoisie et le prolétariat s'affrontent sur deux terrains fondamentaux: la lutte contre l'austérité et la lutte contre la guerre. C'est au sein de ces deux affrontements que se trouve, aujourd'hui, concentré le conflit de classes.

Dans chacun de ces espaces de lutte, une ou plusieurs contradictions irréductibles opposent totalement les exploités et les exploités, et dans chacun de ces cas, l'impossibilité de trouver un règlement négocié avec la bourgeoisie induit une opposition de plus en plus globale, nécessairement de plus en plus politique,

au mode de production capitaliste. Enfin, face à ces deux nœuds de l'antagonisme, les organisations réformistes et Kollaborationnistes (PC, PS, syndicats et mouvement de la paix, par ex.), ont perdu tout crédit quant à leur volonté et leur capacité de faire face à la situation.

Au regard de cela, nous pouvons dire que la conjoncture est historiquement propice à l'implantation et au développement d'un fort mouvement révolutionnaire, si la direction politique des avant-gardes de ce mouvement est capable de comprendre les potentialités et les exigences de cette conjoncture et de remplir son devoir face à elles.

C'est donc au sein des deux champs où s'affrontent la bourgeoisie et le prolétariat pour le devenir historique que les Cellules Communistes Combattantes fondent leur politique.

6. Il existe pourtant bien d'autres terrains de mobilisation à partir desquels s'expriment le mécontentement populaire et sa volonté d'un monde moins injuste. Citons par exemple, les luttes contre les fastes onéreux pour l'incursion de Wojtyla [Le Pape a visité la Belgique en mai 85 - NDE] la famine en Ethiopie, la pénalisation de l'avortement, l'anarchique développement des industries nucléaires, la dégradation de l'environnement, les interventions US en Amérique latine, etc... etc...

Mais, même s'il est vrai que ces revendications sont fondamentalement légitimes, elles ont un caractère réformiste, donc secondaire, et ne peuvent être prises en considération comme contradictions à partir desquelles existe la possibilité d'homogénéisation politique et organisationnelle de la classe ouvrière. Les luttes réformistes ne s'opposent pas de façon antagonique au développement du capitalisme, elles visent généralement à son aménagement et ne visent jamais à sa destruction, ce qui explique aussi pourquoi ces luttes sont presque toujours dirigées par la petite-bourgeoisie intellectuelle, dont le rôle historique en cette époque est d'être la courroie de transmission de l'idéologie bourgeoise vers les masses.

Pour résumer, nous pouvons dire que les luttes réformistes sont l'expression de contradictions objectives entre la société et l'impérialisme, et que dans ce sens les révolutionnaires doivent y répondre. Mais elle n'ont en aucun cas la potentialité globalisante, l'irréductibilité historique qui définissent la lutte contre l'austérité et la lutte contre la guerre (même si aujourd'hui l'organisation des masses sur ces questions est aux mains de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie).

7. Dans cette compréhension des choses, quel doit être l'axe principal du travail politique? Il faut développer la compréhension de la globalité recouvrant tous les problèmes auxquels notre classe est confrontée, c'est-à-dire développer la compréhension de l'impérialisme comme stade suprême du mode de production capitaliste, de la lutte des classes comme moteur de l'histoire, de la nécessité de la destruction du mode de production capitaliste et de construction de l'Etat Ouvrier, du socialisme comme seule réponse à nos problèmes.

Pour les Cellules, comme pour tout révolutionnaire conséquent, il s'agit donc de mettre en avant l'unité objective des intérêts de la classe prolétarienne, et sur cette base, tracer les perspectives concrètes de la marche vers le socialisme.

Toute l'activité des Cellules Communistes Combattantes tend en ce sens, en reliant les mouvements anti-austérité et anti-guerre en un unique mouvement de classe contre le capitalisme fauteur de crises et de guerres, en reliant chaque partie de l'ensemble dans la lutte pour le socialisme.

(...)

11. Par quelles voies les avant-gardes révolutionnaires peuvent-elles remplir ce travail politique et organisationnel — et ainsi prétendre à leur légitimité dans cette responsabilité—, par quels chemins le mouvement de masses peut-il s'homogénéiser et progresser dans l'optique révolutionnaire? Nous devons, dès maintenant, mettre en avant les options stratégiques fondamentales qui peuvent guider le mouvement de masses sous la direction marxiste-léniniste. Pour les Cellules Communistes Combattantes, l'analyse matérialiste historique impose, comme option stratégique majeure et non-différable aujourd'hui, la lutte armée, qui seule permettra le développement qualitatif et quantitatif du combat de classe pour le communisme.

(...)

14. Une des valeurs intrinsèques de l'action armée (celle sur laquelle on s'arrête trop souvent) et qu'elle est destruction immédiate, concrète, des instances de domination et de pouvoir bourgeois. Il est vrai que la

mise hors fonction de rouages essentiels du pouvoir bourgeois permet clairement de tracer une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous.

15. Mais nous pensons qu'aujourd'hui une autre valeur est à mettre en avant. L'action armée renforce et stimule la conscience de la classe ouvrière en ce qu'elle peut être porteuse de victoires (même partielles). Pour la première fois depuis trop d'années, ce ne sont plus nous, travailleurs et militants qui en prenons plein la gueule, mais bien la bourgeoisie qui subit défaite sur défaite. Même si l'on peut penser que ces victoires sont éphémères dans les faits, après des années de trahisons, de défaites, de «manifs» matraquées, de prison, d'occupations d'ateliers ou d'usines sans espoir, de privations pendant les grèves où nous n'avons rien gagné, et le tout sous le regard méprisant des princes qui gouvernent, la moindre victoire compte, en ce qu'elle apprend comment elle fut gagnée, et qu'elle ouvre la porte à des lendemains de combat victorieux.

16. La lutte armée pour le communisme est un vecteur de propagande particulièrement efficace quand elle est menée correctement. Cette force réside dans ce qu'elle porte de rupture avec le cirque démocratique dont la bourgeoisie rédige le programme, dans ce qu'elle est destruction objective chez l'ennemi, dans ce qu'elle témoigne la réalité, même encore limitée, de forces prolétariennes organisées pour la lutte de classe, et dans ce qu'elle est irrécupérable par les idéologues appointés de la bourgeoisie: «les faits sont têtus!»

17. De plus, la pratique de la lutte armée, en ce qu'elle est rupture révolutionnaire, anticipe et prépare les phases futures du mouvement révolutionnaire, l'insurrection pour la prise du pouvoir par le prolétariat, la guerre civile pour l'élimination de la bourgeoisie et ses agents. Le mouvement de classe, trempé dans la lutte de guérilla, arrivera aux échéances décisives de son histoire avec l'expérience et l'organisation, les forces réelles de maturité politique, organisationnelle, et même subjective absolument nécessaires.

18. La lutte armée pour le communisme permet enfin de démasquer par les faits tous les traîtres au mouvement ouvrier, tous ceux qui ne manquent pas de rejoindre la bourgeoisie et de dénoncer les révolutionnaires quand l'orage s'annonce! La lutte armée a un caractère d'anticipation concrète du pouvoir ouvrier, elle démasque les politiques de Kollaboration et d'intégration des traîtres syndicaux et réformistes.

19. Et surtout, la lutte armée exprime la pratique d'un véritable internationalisme Prolétarien, car, à l'époque où le mode de production capitaliste a mondialisé sa domination, à l'époque de l'impérialisme, une unité de plus en plus grande s'impose entre les avant-gardes et les masses des pays dominés et des métropoles. Cette unité, face à un ennemi commun, se réalise dans le combat révolutionnaire et impose d'attaquer l'ennemi sur tous les fronts. A l'heure où tant de peuples du monde combattent la bête les armes à la main, les révolutionnaires dans les métropoles se doivent d'attaquer les arrières de la machine impérialiste avec la même détermination.

(...)

21. Depuis Marx et jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les communistes conséquents défendaient la thèse de la prise du pouvoir par la classe ouvrière en un temps très bref, sous la forme d'une insurrection. Le triomphe de la Révolution d'Octobre à l'appui, cette thèse fut au centre de la conception de la Troisième Internationale (Komintern), selon laquelle le rôle des Partis Communistes était de développer une politique de conscientisation et d'organisation des masses en fonction de cette échéance, et cela, légalement ou «paralégalement».

La faillite des partis «communistes» organisés sur cette thèse nous oblige à voir pourquoi les PCI, PCF, PCE, et autres ont sombré, d'abord dans le révisionnisme, ensuite dans le plus imbécile des réformismes pour se muer en partis sociaux-démocrates.

Cette thèse tenant l'insurrection pour des jours meilleurs, pour une échéance lointaine vis-à-vis de laquelle il fallait être «prêt» a, de fil en aiguille, d'année en année, amené ces partis à la perdre de vue et à en oublier la finalité de leur raison. L'hypertrophie du travail légal de «conscientisation» a fini par recouvrir la totalité des activités de ces partis, les amenant, poussés par un populisme anxieux, à ne plus se mouvoir que dans l'espace du légalisme bourgeois, c'est-à-dire à participer activement à son équilibre.

Si, dès maintenant, on ne tient pas compte du but, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le prolétariat dans un processus de violence, et des échéances, si on ne tient pas compte de cela dans chacun de nos gestes, alors, de fait, cette échéance recule.

Les «avant-gardes» de la classe ouvrière qui n'organisent pas tous leurs efforts en vue de la prise du pouvoir par les masses et de l'exercice de la violence révolutionnaire, deviennent rapidement des «arrière-gardes» sombrées dans le révisionnisme, le réformisme, la trahison.» [5]

A ce document étaient annexées une «lettre ouverte aux militants de base de PTB... et aux autres» qui fustigeait la réaction infantile et hystérique de la direction de PTB à l'apparition des Cellules (cette réaction était celle d'un aveuglement volontaire: la réalité des Cellules et de ce qu'elles représentaient - une initiative vraiment révolutionnaires et donc une critique vivante du légalisme et de l'opportunisme de PTB - étaient purement et simplement niées, jugées comme non-existante, PTB ne préférant voir que de fantasmagiques «complots» et «provocations»). Un autre document était annexé au document «Sur la lutte armée», il s'agissait de «Réponses concrètes à des questions concrètes» démontant, exemples concrets à l'appui, quelques bobards répandus (notamment par la presse de PTB) sur les Cellules Communistes Combattantes.

6 mai 1985

Les Cellules attaquent à l'explosif la Direction Supérieure de la Logistique et des Finances de la Gendarmerie à Woluwe-Saint-Pierre (Bruxelles). Cet action répond à la campagne de presse alors dirigée contre les Cellules à propos des événements du premier mai et permet aux Cellules de s'expliquer à leur propos en soulignant, notamment, que la Gendarmerie avait été avertie en temps et en heure de l'action contre la FEB de telle manière qu'elle avait été en mesure d'assurer l'évacuation des quelques vigiles qui étaient d'ordinaires seuls présent dans la rue.

20 et 21 avril 1985

Deux attaques à l'explosif visent l'Assemblée de l'Atlantique Nord puis la firme AEG Telefunken à Bruxelles. Ces actions seront revendiqués par un «Front Révolutionnaire d'Action Proletarienne» (FRAP) qui se révélera une création de toute pièce d'Action Directe, qui se donnait ainsi un «correspondant» belge (purement artificiel) au Front de la guérilla ouest-européenne qu'elle avait entrepris de mettre sur pied avec la Fraction Armée Rouge (RAF), après le refus des Cellules de s'y intégrer.

26 juin 1985

Une tentative d'attentat contre l'usine ACEC à Drogenbos: la charge déposée, qui n'avait pas explosé, est abandonnée sur place sans avertissement ni précaution. L'action avortée est revendiquée par le «FRAP».

3 juillet 1985

La police arrête dans un parking d'autoroute à Heverlee (près de Louvain) A. A. et L.-J. C., deux jeunes militant(e)s révolutionnaires proches du groupe «Ligne Rouge», en train de déterrer un pistolet-mitrailleur «Sterling». Outre ces deux personnes, le père d'une militante arrêtée, ancien combattant républicain de la guerre civile espagnole, est lui aussi arrêté. Ces personnes nieront d'appartenir aux Cellules Communistes Combattantes (sans cacher leur sympathie pour elles) et, le pistolet-mitrailleur étant hors d'usage, elles sortiront peu à peu de prison (la dernière d'entre elle courant '86).

15 août 1985

Selon ses dires suite à des filatures de Ch.P. -qu'elle arrêtait-, la police judiciaire perquisitionne deux bases d'Action Directe à Uccle et Anderlecht (Bruxelles). Des documents relatifs à de futures actions du «FRAP», des documents d'Action Directe, des explosifs provenant d'Ecaussines et des armes provenant de Vielsalm y sont découverts. La révélation de la relation directe entre Action Directe et le «FRAP» allait transformer la nature de la fracture entre les Cellules et AD: alors que l'éloignement, fruit des divergences politiques, était conçu dans le respect mutuel, la création irresponsable du «FRAP», qui fut tout profit pour la contre-révolution, mena les Cellules à refuser tout contact avec Action Directe tant qu'une autocritique de la part d'AD n'aurait pas rétabli "le minimum de confiance nécessaire".

1985

Une bombe artisanale est découverte sous une camionnette de gendarmerie à Saint-Josses (Bruxelles). Cette tentative d'action est revendiquée par le G.I.A., le «Groupe Inconnu Anarchiste» (malicieux démarquage du G.I.A. officiel, le Groupe Interforces Antiterroriste). Ce G.I.A. avait déjà réalisés deux actions à l'explosif avant l'apparition publique des Cellules Communistes Combattantes. La première

charge avait explosé à l'entrée du palais de justice de Bruxelles, la seconde avait explosé devant une agence de la Société Générale de Banque à Ixelles (Bruxelles).

8 octobre 1985

Les Cellules attaquent à la camionnette le siège principal du trust de l'énergie INTERCOM à Bruxelles. Au cours des trois années précédentes, les trois trusts de l'énergie (EBES, INTERCOM et UNERG) avaient réalisés 36 milliards de bénéfice (sans payer un franc d'impôt en raison de leur statut «d'intercommunales mixtes» alors que les intérêts privés s'y élevaient à 87% de la distribution et à la quasi-totalité des moyens de production), alors qu'à Bruxelles 30.000 compteurs étaient coupés en permanence et 56.000, rien que pour l'UNERG, dans le Brabant. Les tarifs de gaz avaient augmentés de 40% durant les mêmes trois précédentes années. L'hiver 84-85 avait provoqué le décès de nombreuses personnes privées de chauffage par INTERCOM et ses homologues. Cette action ouvre la «Campagne Karl Marx» dont les mots d'ordre sont: «Contre le capitalisme et sa crise: la guerre civile!», «En avant vers la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires!».

12 octobre 1985

Les Cellules attaquent simultanément, au moyen de deux charges explosives, le siège régional de FABRIMETAL (association patronale de la métallurgie, des industries mécaniques, électriques et plastiques) et l'Office des Contributions Directes, à Charleroi. Ces deux actions font parties de la «Campagne Karl Marx». A titre d'exemple des communiqués que les Cellules rendaient public à la suite de chaque action, voici ce qu'elles écrivaient à l'occasion de l'action contre FABRIMETAL:

«Sous la présidence du patron de Boelwerf SA, Philippe Saverys qui est par ailleurs membre du Comité de Direction de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB-VBO dont nous avons détruit le siège principal ce 1er mai) et administrateur du Groupe Bruxelles-Lambert ainsi que du holding COBEP, FABRIMETAL est en fait le point de jonction du patronat belge des secteurs métallurgiques, mécaniques, etc... grâce auquel s'élaborent les offensives anti-ouvrières selon les directives FEB et CEE.

Car si, dans la métallurgie comme ailleurs, le rétrécissement de la base d'exploitation de la bourgeoisie implique une concurrence de plus en plus acharnée et de plus en plus agressive tant au niveau national (opposition entre Cockerill Sambre et Sidmar, par exemple) qu'au niveau européen (concurrence entre la Belgique, les industries de Lorraine, de la Rhur, d'Italie etc...) et qu'au niveau mondial (voir le récent conflit CEE/USA à propos des exportations de tubes d'acier), il est un point où tous les patrons de la métallurgie, administrateurs de holdings, fonctionnaires nationaux ou européens s'entendent.

Cette belle unanimité se traduit dans la tentative de faire peser au maximum le poids de la crise capitaliste de surproduction d'acier, de la surproduction d'outils de travail, sur les épaules des prolétaires d'Europe, toutes nationalités confondues.

Il y a là un jeu subtil de la bourgeoisie impérialiste qu'il convient de bien saisir si le monde du travail veut intervenir efficacement dans cette situation. Nous avons d'un côté concurrence acharnée, d'une autre tentative nationale ou européenne de mettre un minimum d'ordre dans ce foutoir, et par dessus tout unanimité à exploiter un maximum les travailleurs.

- Concurrence acharnée tout d'abord, quand au sein de la CEE la consommation d'acier a baissé de 2% chaque année de 1980 à 1984. Toutes les entreprises sidérurgiques européennes n'atteignant pas rapidement le «top niveau» en matière de productivité périrent rapidement dans cette crise. Cette situation affirma les tensions internationales à travers, par exemple, l'augmentation des barrières douanières, l'imposition de quotas d'importation, des échecs dans les négociations internationales ayant trait au libre-échange (GATT) etc...

- Tentative de rationalisations ensuite, particulièrement à l'échelle européenne où, sous l'égide de Davignon (récemment nommé Président de la Société Générale de Banque et Administrateur de Solvay, tiens, tiens...), l'instauration de quotas de production et leur répartition entre les différentes industries nationales sonnèrent le glas pour les sidérurgistes lorrains, luxembourgeois, et wallons. Cette politique étant répercutée au niveau national par des responsables bourgeois tels que Jean Gandois ou Raymond Haim Lévy, son successeur à la tête de Cockerill-Sambre et ancien responsable des fermetures à USINOR et Creusot-Loire, en France.

- Politique anti-prolétarienne enfin, car si au sein de la CEE la production d'acier a diminué de 25% entre 1974 et 1984, l'emploi y a diminué, sur la même période, de 44%! Et ce n'est pas seulement le volume de l'emploi qui est dans le collimateur de la bourgeoisie impérialiste, mais également sa stabilité, les revenus, les droits syndicaux etc...

Si l'emploi global diminue, l'exploitation du travail du sidérurgiste est, par contre, en augmentation constante. 100 heures de travail en 1983 permettaient la production de 16,3 tonnes d'acier et les mêmes cent heures permettaient l'année passée [c'est à dire en 1984 - NDE] 2,2 tonnes supplémentaires. A l'heure du bilan pour les métaux d'Europe, il ne reste qu'une surexploitation et 350.000 emplois supprimés en dix ans.

La surproduction d'acier est aussi typiquement capitaliste que la surproduction agricole («excédents» laitiers et autres). Et il apparaît clairement que seuls les rapports induits par le mode de production capitaliste développe de pareilles aberrations! L'humanité a besoin d'acier, de transports, de câbles, de navires ou de logements comme elle a besoin d'aliments. Il faut en finir avec cette absurdité! Le déménagement de VALFIL en Chine en est l'illustration. Ici, l'usine était de trop, comme elle sera bientôt de «trop» pour les capitalistes chinois. La surexploitation des travailleurs chinois pour des salaires de misère leur accorde néanmoins un sursis.

Aujourd'hui, les travailleurs de la sidérurgie payent durement les défaites passées, défaites dont il faut dès maintenant tirer les leçons. Comment un tel carnage put-il être réalisé par la bourgeoisie impérialiste?

Celle-ci a, avant tout, savamment provoqué, développé et entretenu la division entre les travailleurs. Qui s'est réellement soucie des luttes admirables des prolétaires français et immigrés, d'USINOR, SACILOR et d'autres? Au delà d'une solidarité ponctuelle et d'une modeste reconnaissance de l'appartenance à un même monde, celui du travail et de l'acier, ces camarades se sont battus seuls. Quelques années plus tard, ce fut notre tour et nous nous retrouvâmes également seuls, et plus encore car non seulement isolés de nos camarades de RFA, d'Angleterre ou d'ailleurs, mais aussi entre nous.

Le poison de la division s'est répandu également entre les travailleurs du nord et du sud du pays, division exploitée par nos notables régionaux qui, sous le prétexte du fait que ce fut la Wallonie qui souffrit le plus des restructurations, déchargèrent la bourgeoisie impérialiste transnationale de sa responsabilité pour la faire endosser sur une «entité flamande», confondant de manière insultante travailleurs et patronat flamands. Pire, la pomme de discorde fut même portée au sein du prolétariat wallon dans l'odieuse mise en scène de «guerre des bassins» où, somme toute, les licenciés de Montignies pouvaient encore s'estimer heureux et consolés par les licenciements à Seraing! Et vice-versa! L'égalité dans le chômage et la misère était respectée pour les travailleurs, les profits assurés pour les patrons: c'est cela la démocratie bourgeoise.

A cette occasion, les appareils réformistes (politiques ou syndicaux) se sont ouvertement dénoncés comme ce qu'ils sont: des capitulards! En échange de vagues promesses sur l'emploi, de considérations fumeuses sur la réduction du temps de travail, de miroirs aux alouettes dans lesquels ils se contemplent et pour lesquels ils nous vendent et nous trahissent, les réformistes se sont, au nom d'une politique «raisonnable» -la raison du capital- prostitués à la bourgeoisie.

Tout cela est certes fort amer. Et il faut faire en sorte que cela ne se reproduise plus, et plus encore, que cela ne puisse plus se reproduire, plus jamais. Pour balayer le carcan de la dictature bourgeoise, ils nous faut balayer le carcan du mode de production capitaliste. Pour balayer le mode de production capitaliste, il nous faut construire un nouvel ordre économique mondial, de nouveaux rapports économiques et sociaux basés sur la production de richesses pour la satisfaction des besoins de tous et de chacun. Il nous faut marcher vers le Socialisme, vers le Communisme. Pour cela, il faut que le monde du travail soit seul maître de son histoire, qu'il ne concède plus rien à la bourgeoisie. Et comme aujourd'hui les rapports entre les classes sont la domination de la bourgeoisie, il faut que le prolétariat s'arme de toutes ses forces pour imposer sa dictatures. Il faut nous organiser et frapper sans relâche l'ennemi dans une perspective révolutionnaire de prise du pouvoir par la classe ouvrière! Notre attaque contre l'association patronale FABRIMETAL n'est que cela, est est tout cela.» [6]

19 octobre 1985

Les Cellules attaquent à l'explosif un bureau d'information et de recrutement des forces armées à Namur. Cette action ouvre la «Campagne Pierre Akkerman» (du nom d'un militant communiste belge, commissaire politique à la XIIème Brigade Internationale, mort au combat en janvier 1937 au nord de Madrid).

20 octobre 1985

Les Cellules attaquent symboliquement, en lançant à Uccle (Bruxelles) un cocktail molotov contre la voiture d'un dirigeant du Comité National d'Action pour la Paix et le Développement (CNAPD), Pierre Galand, acteur de premier plan dans l'orientation pacifiste-petite bourgeoise impulsée au mouvement de masse contre la guerre.

Cette action est la deuxième de la «Campagne Pierre Akkerman».

4-5 novembre 1985.

Les Cellules attaquent quatre importants centres de l'oligarchie financière à Charleroi, à Etterbeek (Bruxelles) et à Leuven (Louvain). Le siège bruxellois de la Banque-Bruxelles-Lambert (BBL) est attaqué à la voiture piégée dans la nuit du 4 novembre; un vigile de la société SECURITAS intervenant contre l'action en cours essuiera une rafale d'arme automatique sans être blessé et sans plus insister. Le siège de Charleroi de la Société Générale de Banque (SGB) est attaqué en plein jour, le matin du 4 novembre, par des militants qui y placent une charge et y diffusent des tracts provoquant l'évacuation du bâtiment. Le siège de Charleroi de la Manufacturer Hanover Bank (MHB) est attaqué à l'explosif durant la nuit du 5 novembre. Dans la journée du 5 novembre, le siège de la Kredietbank (KB) de Louvain est attaqué de la même manière que l'avait été le siège de la SGB la veille à Charleroi. Le BBL, la KB et la SGB sont les principales banques du pays; en pleine crise de la dette du tiers-monde, la MHB était engagée dans des crédits aux pays pauvres s'élevant à 370 milliards de US\$. Ces quatre actions font partie de la «Campagne Karl Marx».

21 novembre 1985

Les Cellules attaquent à l'explosif le QG européen de MOTOROLA Corp à Watermael-Boitsfort (Bruxelles). Cette action, la troisième de la «Campagne Pierre Akkerman», se fit en plein jour au quatrième étage d'un immeuble de bureaux (les militants disposant la charge et diffusant des tracts appelant à l'évacuation du bâtiment), au moment même où le président américain Reagan entrait au siège de l'OTAN à Bruxelles pour y présider une réunion des chefs d'Etats impérialistes. MOTOROLA, trust US de l'électronique militaire impliqué dans les programmes de missiles, d'avions de reconnaissance, de bombes à fragmentation, etc... équipait notamment les forces de sécurité de l'Apartheid et avait fait l'objet en janvier 1984 d'une attaque à l'explosif de l'United Freedom Front (UFF) à New-York.

4 décembre 1985

Les Cellules attaquent à l'explosif le siège anversois de la Bank of America. Cette action, la quatrième de la «Campagne Pierre Akkerman», se fera elle aussi en plein jour, les militants diffusant des tracts appelant à l'évacuation des lieux. La Bank of America était alors la seconde banque en ordre d'importance au niveau mondial.

6 décembre 1985

Les Cellules Communistes Combattantes et un groupes de communistes internationalistes en France attaquent conjointement le réseau des oléoducs de l'OTAN (CEPS). Les Cellules détruisent à l'explosif le relais de sécurité de Petegem mais ne parviennent pas à détruire le relais d'Huissignies, tandis que des militants communistes attaquent à l'explosif le Central Europe Operating Agency, le quartier-général du CEPS situé à Versailles. Ces actions clôturent la «Campagne Pierre Akkerman».

16 décembre 1985

La police arrête dans l'après-midi Pierre Carette, Didier Chevolet, Bertrand Sassoye et Pascale Vandergeerde, militants et militante des Cellules en réunion à Namur, en début de soirée, ils sont transférés par l'Escadron Spécial d'Intervention de la Gendarmerie à Bruxelles, aux prisons de Forest et de Saint-Gilles. La police a, à ce moment, repéré trois structures de l'organisation, toutes dans la région de Charleroi: un appartement à Charleroi même et un garage à Marcinelle qui sont investis, et un appartement à Dampremy autour duquel est monté un guet-apens. Armes, voiture, explosifs et documents sont découverts à cette occasion.

Janvier 1986

La police arrête L. V.A. qui finira par reconnaître une participation aux activités du FRAP dans un des appartements perquisitionnés par la police en juin 1985.

17 janvier 1986

Avertie par un propriétaire suite à la diffusion à la télévision des photos des militant(e)s arrêtés à Namur, la police investit une base des Cellules à Saint-Josses (Bruxelles) et, grâce aux documents découverts dans cette base, un garage à Molenbeek (Bruxelles). Sont découverts des armes, des munitions, des explosifs, des faux papiers, des archives, une voiture, etc.

Janvier 1986

Les quatre militant(e)s emprisonné(e)s des Cellules Communistes Combattantes détenu à l'isolement depuis leur arrestation (un isolement qui durera trois ans) rendent public un document dans lequel ils et elle expriment leur confiance dans la capacité à la lutte révolutionnaire de surmonté l'effet de l'offensive policière.

1er février 1986

Un locataire du premier étage d'immeuble du centre de Liège voit son appartement envahi par des personnes armées, qui le quittent aussitôt, dans la confusion: la police, apprenant que le locataire du rez-de-chaussée n'avait pas donné de nouvelle depuis plusieurs semaines, force la porte du logement... et tombe sur une importante base des Cellules contenant des armes, des explosifs, des faux documents, du matériel de reproduction, etc.

1er mai 1986

Une grenade est lancée contre le siège de La Louvière de la Société Générale de Banque. Cet action ne sera pas revendiquée.

17 juin 1986

La police arrête à Bruxelles P.V., un militant proche du groupe «Ligne Rouge», il est porteur d'un pistolet et la police l'accusera de tentative de reconstitution des Cellules Communistes Combattantes (un projet de texte de revendication d'un attentat à venir ayant été retrouvé par la suite). Il se révélera que ces ébauches d'initiatives ne relevaient aucunement des Cellules: tout se déroulant dans la périphérie des cercles sympathisants. P.V. collaborera avec la police et, si ses déclarations vaudront des ennuis à plusieurs militants et sympathisants communistes, elles ne toucheront pas les Cellules avec lesquelles il n'avait jamais eu de contact. La collaboration de P.V. lui vaudra une condamnation de principe pour son «port d'arme prohibée», mais elle sera à l'origine de plusieurs opérations répressives, et notamment celle qui verra l'arrestation et l'emprisonnement de C.V., militant à «Ligne Rouge». A la vue de la situation extrêmement confuse et malsaine dans laquelle se trouvait le groupe «Ligne Rouge» (suite à l'affaire P.V., à d'importantes lacunes de direction, à une infiltration policière, etc.), les prisonnier(e)s des Cellules en demanderont et en obtiendront la dissolution.

[1] "LA FLECHE ET LA CIBLE", Collectif des prisonnier(e)s des Cellules Communistes Combattantes, hiver 93-94, Editions Correspondances Révolutionnaires.

[2] Ce communiqué a été récemment intégralement republié dans FRONT SOCIAL - Triple Oppression n° 5, automne 1996.

[3] Interview au Comité Catalan de Solidarité Internationaliste, juin 1989, publié dans le recueil de textes "DOCUMENTATION 1986-1995".

[4] Texte publié avec d'autres documents du débat dans Correspondances Révolutionnaires n° 8, octobre-décembre 90.

[5] "TEXTES DE LUTTE 1984-1985".

[6] "TEXTES DE LUTTE 1984-1985".